

Puissance militaire et modernité au XXIème siècle

Général de corps d'armée Gérard Bezacier

Commandant de la région Terre Nord-Ouest

Résumé Vaste sujet, celui qui traite de la défense et de la sécurité d'une Nation. Vaste sujet, quand on observe la complexité et l'évolution du monde. Vaste sujet, quand on se souvient des erreurs historiques commises au siècle dernier, notamment par la France :

- l'erreur majeure de 1914 avec le lieutenant-colonel Foch et l'école de l'offensive à outrance qui déboucha sur quatre années de ferme défensive ;
- l'erreur inqualifiable et double de 1940 avec une politique d'intervention au profit des Etats centraux (Pologne, Tchécoslovaquie, etc.) appuyée sur une stratégie strictement défensive, la ligne Maginot, et pour couronner l'inconséquence, la décision inouïe de sortir en avant des murs de la forteresse « France » pour une rencontre hasardeuse dans les plaines des Flandres !

Vaste sujet encore, quand on se réfère à la guerre strictement aérienne du Kosovo qui décidait de manière tranchée du second rôle définitif dévolu désormais aux forces terrestres chargées des tâches « ancillaires » des opérations ! Vaste sujet toujours quant aux spectacles de l'Irak, de la Côte d'Ivoire, d'Haïti, etc. émerge à nouveau, puissant et dominateur, le rôle principal des forces terrestres pour construire et rassembler les vraies conditions des succès militaires et des paix qui devraient en découler ! Oh combien, il convient de rester modeste dans ses certitudes, mesuré et équilibré dans l'obligation des décisions qui préparent le futur et qu'il faut bien ne pas remettre à demain.

Voici toutes les premières réflexions qui peuvent venir à l'esprit lorsque, en charge des affaires (pour une petite part), il faut tout de même se forger des convictions et se déterminer à les conduire fermement, à bon terme.

Commençons avant d'éclairer notre « vision » par une rapide analyse géopolitique du Monde. Ce « tour », aujourd'hui, ne peut pas ne pas partir de l'événement récent le plus caractéristique qu'est l'attentat massif du 11 septembre 2001. Cet événement, au-delà de la douleur qu'il crée, exprime toute la violence et le désordre de notre temps avec une portée symbolique exceptionnelle :

- l'affaiblissement des Etats avec notamment la perte de contrôle de leur territoire ; depuis 1812 le territoire des Etats-Unis n'avait pas été l'objet d'une agression directe ;
- la radicalisation de la violence, avec le nombre et la qualité civile des victimes recherchées ;
- la diversité et la dissémination des moyens de destruction.

A ce constat, force est d'ajouter le comportement très souvent unilatéral des puissances qui confondent parfois leurs intérêts avec ceux du monde, oubliant ce qu'écrivait, il y a 2500 ans, Thucydide ; **que de toutes les manifestations de la puissance, c'est la retenue qui impressionne le plus.**

Soyons plus clairs et directs. Que retenir de l'affaiblissement des Etats développé par de nombreux experts ? D'abord qu'il est corrélatif de la fin de l'équilibre de la terre Est-Ouest et qu'il trouve ses sources « par le haut » et la construction « supraétatique » comme en Europe mais aussi par le bas et « l'infraétatisme » comme en Afrique et ailleurs, avec le tribalisme, le clanisme et les corruptions de tous ordres, au premier rang desquelles la corruption financière.

Cette dernière qui fait son lit du « transétatisme » et de la « mondialisation » pourvoit aux moyens de plus en plus importants d'organisations non étatiques de taille et de nature diverses. La première leçon à apprendre est que c'est bien à partir de la faiblesse des Etats que se forment les forces des entités dites nébuleuses, terroristes ou/et maffieuses qui recrutent leur personnel sur le terreau des misères si généreusement et partout réparties. C'est cela qui explique Al Quaida en Afghanistan, la Somalie, le Yémen, le Soudan, etc.

La deuxième leçon est qu'en effet, les Etats ne sont plus désormais les seuls détenteurs de la violence avec le monopole exorbitant de son emploi, mais qu'émergent des idées, des idéologies, des organisations, protéiformes ou non, qui elles aussi légitiment *de facto* l'usage de la violence adossée aux injustices criantes d'un ordre mondial imposé.

De là découlent naturellement **deux nécessités stratégiques auxquelles aucun Etat responsable ne peut se soustraire.** La première, celle de l'intervention dans toutes les zones faibles, susceptibles de fournir les bases et les infrastructures logistiques des courants de violence : « si vous ne vous occupez pas d'eux, alors ce sont eux qui s'occuperont de vous », c'est le cas des trafics de tous ordres, prix naturels à payer de l'ouverture et de la globalisation du « village planétaire » !

La seconde, très connexe de la première, pourrait être au fond cette nécessité d'ingérence qui rend le principe de souveraineté comme l'intangibilité des frontières de moins en moins justifiables et opposables à la réalité des droits de l'homme et plus généralement aux valeurs qu'il est convenu de qualifier universelles.

C'est dans cette nouvelle perspective que s'inscrit désormais la question de la sécurité internationale et de la mondialisation. Revenons, par exemple à l'attentat du 11 septembre, cette date désormais charnière et historique, bien plus que 1789 ou 1989.

Cette action lâche et terroriste est conçue en Asie centrale, réalisée réalisée à New-York et Washington par des ressortissants saoudiens et égyptiens qui avaient suivi leurs études supérieures en Europe. Ses conséquences portent au-delà de la politique de défense du Japon.

Voilà, s'il le fallait, une démonstration significative de ce qu'il convient d'appeler une réelle transcendance de tous les échanges qui sont la caractéristique concrète de notre monde :

- d’abord et au tout premier rang, ceux de l’information avec les pauvres qui observent avec envie les riches, les jeunes prompts à l’enthousiasme, au sacrifice et au nihilisme idéologique qui s’inspirent des succès sanglants et des actions violentes et définitives ;
- ceux des finances avec les délinquants majeurs en col blanc qui sont de tous les pays, de toutes les classes et qui donnent aux moteurs divers des violences des moyens illimités parfois supérieurs à ceux des États ;
- ceux des hommes, éternels émigrants et voyageurs, qui vont comme les flots là où les pentes naturelles des richesses les mènent ; et tout comme l’eau, ces flux historiques sont et seront comme toujours à peine canalisables, n’en déplaise aux thuriféraires des lignes Maginot dont l’efficacité est désormais avérée ;
- enfin et connexe aux précédents, les échanges et l’extension des mouvements mondiaux, révolutionnaires comme ceux de l’anti G8, d’Attac et de bien d’autres ; tous s’inscrivant au fond dans le cadre de stratégies de destruction pour remettre en cause un ordre mondial décidément insupportable aux trois quarts de la population de notre planète, à l’écart des évolutions progressistes du monde.

A ces grandes caractéristiques, on ne peut pas ne pas ajouter des échanges très particuliers mais majeurs qu’on dénonce souvent comme la prolifération des armements, en oubliant d’ailleurs le plus significatif qui consiste en la croissance illimitée de leurs effets.

C’est désormais un lieu commun mais malheureusement une réalité sans limite que l’extension des échanges d’armes et des savoir-faire technologiques, ne serait-ce qu’au travers de la dualité des techniques. Même le nombre d’États nucléaires s’accroît tout comme celui des États « balistiques ». C’est un fait, il sera têtue et le jour reviendra bientôt d’une refondation de la dissuasion nucléaire, tout simplement parce qu’un nouvel Hiroshima en Asie, dans le Moyen Orient ou aux franges européennes « fera irruption » : le sommeil (la pause) nucléaire du général POIRIER y trouvera naturellement son terme et le principe simple des réalités s’imposera, tâchons de nous en souvenir !

Plus que la prolifération, en termes de conséquences pour les guerres et les crises sont les développements capacitaires des armements :

- on peut désormais appliquer des feux partout, depuis partout (l’espace, l’air, la mer en surface ou sous la surface...), dans des délais de plus en plus courts et avec une précision effrayante : aujourd’hui, il faut encore 6 heures pour un missile de croisière, seulement de 15 à 20 minutes pour un avion en vol et tout porte à croire que ces délais iront se réduisant ;
- la capacité létale augmente, exponentielle pour les armes nucléaires, mais aussi pour les « simples » obus qui se fragmentaient en 1870 en vingt éclats et aujourd’hui en plus de 2000. A cela s’ajoute, le meilleur des mondes, avec les promesses du développement des lasers, des armes chimiques mais surtout biologiques et génétiques. A cet égard qu’on ne s’y trompe pas la Tularémie a été employée à Stalingrad. L’Union Soviétique a utilisé en Afghanistan la morve, aujourd’hui nous nous préoccupons de l’Anthrax

mais savons des fièvres hémorragiques comme l'Ebola sans antidote connu ; et puis, l'histoire nous confirme depuis des siècles l'emploi des cadavres pestiférés pour infester les villes lors des sièges, voire pour polluer les puits d'eau dans les zones désertiques etc.

Pour continuer cette rapide visite militaire du monde géopolitique, nous ne pouvons pas ne pas souligner ce qui peut être considéré comme le fait le plus déterminant du siècle qui vient : le phénomène incroyable de la « victimisation » des populations civiles, qui jusqu'à présent étaient le cœur ou l'essence même du droit de la guerre dans la distinction et l'obligation de la préservation des civils par rapport aux militaires et qui, nous devons malheureusement le constater, n'est plus ! Massacres en Afrique, dans les Balkans en Europe à 700 km de Strasbourg et maintenant destructions terroristes massives aux Etats-Unis, en Espagne, au Moyen-Orient, en Asie, etc. Un rapide regard rétrospectif confirme, par ailleurs, que cette situation répond à une tendance lourde qui mérite analyse. En effet, dès le premier conflit mondial, au siècle dernier, c'est de l'ordre de 10 % des civils qui sont victimes des combats. Lors du second conflit mondial les pertes civiles s'élèvent à près de 60 % du total. Depuis nous constatons à chaque crise (dite de basse intensité) une moyenne situant la part civile des victimes entre 75 et 90 % : il convient de souligner qu'il s'agit parfois de millions de personnes comme au Cambodge ou au Rwanda ! Une très rapide investigation indique combien la population civile est devenue un acteur/objectif majeur des conflits :

- élimination physique des minorités,
- manipulation psychologique des populations,
- prises d'otages,
- utilisation des femmes et des enfants comme agents voire comme bouclier,
- etc.

Et surtout, point d'importance capitale pour nos démocraties, n'oublions plus jamais qu'au-delà de la perméabilité des frontières et de l'extension illimitée (illimitable ?) des échanges, ces phénomènes de « victimisation » des populations civiles portent aussi (surtout ?) sur nos populations ; l'attentat de Madrid du 11 mars 2004 comme les pressions sur les otages occidentaux en Irak le soulignent ardemment.

En prenant un peu de recul, ne devrions-nous pas relier cette tendance criminelle à la montée en puissance et maintenant, à l'établissement impérialiste de l'information, associée aux régimes politiques démocratiques laïcs et aux idéologies religieuses fanatiques qui s'affrontent ?

Enfin pour terminer l'établissement de cette vision mondiale des questions de sécurité et de défense, on ne peut pas faire l'économie d'un rapport des forces militaires (ou non). Pour dépasser l'écume des vagues, rappelons-nous bien que, toutes choses égales par ailleurs, il faut pour construire l'avenir, accomplir l'effort momentané de se détacher du présent. Et donc, en ce moment, pour bien comprendre le contexte géostratégique et jeter les bonnes bases de l'outil au service de l'ordre à construire, conforme à notre volonté politique, il faut absolument **écarter les faux débats et les mauvais concepts.**

En effet si les concepts (et Dieu sait si les Français en sont friands!) peuvent être utiles, ils sont souvent contre-productifs, notamment pour les esprits cartésiens empêtrés de logique intellectuelle, déconnectée des réalités ; de la réalité, celle de la complexité de l'esprit de l'homme !

Si les concepts sont ainsi, force est de constater que leur contribution consiste autant à éclairer les réalités qu'à les déformer - qu'ils offrent certes des guides pour l'action mais risquent de la fragiliser en la soumettant à des jugements préétablis. Il en va ainsi, en tout cas, pour les questions de défense – des modes d'actions, des équipements, des organisations, etc.

Aujourd'hui, le cas le plus criant est la dichotomie artificielle, faite par des analystes intellectuels n'ayant jamais parcouru un seul théâtre d'opération quand **les odeurs** (que la télévision ne transmet pas, malheureusement...) y règnent encore, entre les guerres de haute et basse intensité, opposées de manière binaire. Le choc de ces deux conceptions participe de la même fausse rigueur, a fortiori lorsqu'on imagine une nouvelle architecture à l'aune des polémiques du présent. Force doit être de reconnaître qu'aucune opération militaire, d'envergure même limitée, n'a eu, n'a et n'aura pour caractéristique une (des) activité(s) strictement de basse ou haute intensité : si vous êtes forts, vous êtes apparemment dans la basse intensité, si vous êtes faibles, le nombre de coups reçus vous indique la haute intensité. C'est un point sur lequel nous reviendrons.

Une autre idée, certes généreuse mais très naïve et qui achoppe à la première difficulté venue, ressortit du Multinational ou du « Supra-national ». Au fur et à mesure que les intérêts vitaux des Etats sont et seront plus étroitement impliqués dans le jeu des interventions, s'établit et s'établira la règle de base suivante : « *A chacun, à chaque Nation selon sa puissance...* »

Très liée à ce constat pessimiste mais réaliste est l'affirmation que toute puissance est par nature limitée, et selon le mot de Monsieur BRZEZINSKI l'importance cardinale consistant à reconnaître que la capacité de « **Leadership** » est **inversement** proportionnelle à la volonté de domination.

Eclairés par ces quelques clés, caractérisons maintenant le rapport « militaire » des forces en présence dans le monde. Puis essayons d'en retenir des enseignements et un premier bilan pour le rôle et la place futurs de nos forces, notamment terrestres pour mieux replacer cette approche d'une armée du 21e siècle dans le cadre européen qui sera désormais le nôtre.

Un premier constat, déjà abordé, s'impose avant tout.

Le territoire national américain n'est plus désormais hors d'atteinte des agressions extérieures. Certes, des avions de ligne civile ont momentanément remplacé des missiles ! Mais au total, cela conforte bien cet intérêt majeur et capital de la course à la protection et à la sauvegarde des territoires nationaux, corrélée à la recherche permanente de la dynamique des évolutions technologiques. Après la conquête de l'Ouest, le programme Apollo, la guerre des étoiles, soyons bien convaincus, une fois les « petites affaires » du Moyen-Orient dépassées avec leur train d'émotions cathodiques, que la puissante Amérique conduira et relèvera ce défi. Peu importe d'ailleurs les résultats, il y en aura de

toutes manières ! Eh bien, ceux qui seront en dehors de ce jeu stratégique essentiel seront devenus des acteurs mineurs et ignorés d'un nouvel ordre mondial.

Le bouclier antimissile, quelles que soient sa forme, sa portée et son efficacité, relative ou non, sera un fait majeur des systèmes de défense du XXI^e siècle.

A ce premier constat et résultat, s'ajoute un second : le différentiel exponentiel et technologique existant entre les arsenaux militaires des Etats-Unis et ceux des puissances occidentales (dont le Japon) et la Russie. Ce différentiel trouve sa source dans la maîtrise des technologies de l'information notamment, dont les conséquences pour l'art militaire sont au nombre de trois :

- la maîtrise du temps,
- la maîtrise de l'observation et de l'acquisition des objectifs,
- la précision des feux.

Globalement se dessinent très bien trois conséquences majeures, l'une d'ordre stratégique, les deux autres plus opératives ou tactiques :

- le recours de plus en plus significatif aux formes et modalités des guerres subversives pour s'opposer aux forces occidentales ;
- la forte tentation des armes « exotiques » de type nucléaire, biologique, chimique etc. ;
- le « repli » des théâtres d'opération aux seules zones discrètes et habitées, les villes et les aires montagneuses et très accidentées.

Pour terminer cette courte analyse du rapport des forces, il convient de ne pas oublier celui des forces morales qui sera toujours, in fine, très déterminant. Cette fois la leçon à retenir, qui est un fait avéré est **très inquiétante : aujourd'hui encore, des hommes continuent de mourir plus facilement pour des idées que pour des intérêts !** Or, rien n'est plus étranger pour nos démocraties, pour nos sociétés hédonistes, où, depuis quelques temps déjà, nous avons perdu le sens de la force des idées et de leur violence potentielle.

Que conclure de l'ensemble de ces analyses, de ces constats, de l'appréhension mal commode de l'évolution des menaces telles qu'elles sont présentées ici ? Nous pouvons peut-être en **retenir quatre enseignements** qui concernent directement le rôle et la place de nos futures forces dans le système général de notre organisation de défense et de sécurité.

Le **premier**, évident, qu'il faudra approfondir à très court terme, car il est fondateur des choix budgétaires pour l'équipement de nos forces, est celui du **caractère désormais interarmées de nos opérations militaires**. Il n'y a pas d'action de l'Armée de l'air, de la Marine ou de l'Armée de terre. Il y a des opérations conduites par l'armée française qui recourt à ses trois¹ composantes, navale, aérienne et terrestre, toutes trois activées dans le cadre des quatre grandes fonctions opérationnelles du commandement, du renseignement, du soutien logistique et des communications (internes et externes). De là, à dire qu'il faut un modèle de forces intégrées, optimisant le nombre et la qualité de nos états-majors, étudions ?... Etudions, sans oublier que toute rupture culturelle se paie un jour en aboutissant parfois à des résultats surprenants !

¹ La gendarmerie ne peut pas être prise en compte dans cette prospective.

Le deuxième enseignement qui n'est pas le moindre, est qu'on peut désormais affirmer certaines certitudes pour notre époque à court et moyen terme. D'évidence, **nous sommes en train d'apprendre à connaître nos adversaires et...voire notre ennemi, aussi bien en opérations extérieures que sur le territoire européen.**

En effet dans le cadre de toutes les missions qui nous sont confiées et qui visent à rétablir l'ordre démocratique (voire à l'établir), la justice, la sécurité des populations et la paix, s'opposent à nos forces les mêmes types d'obstructions armées. Si à vision humaine, il n'y aura pas, avant au moins vingt ans, d'armées capables de rivaliser avec nos coalitions européennes et de l'Alliance atlantique, il y a et il y aura de plus en plus d'adversaires, souvent désespérés. Le plus souvent, ils seront porteurs d'idéologies fortes et pratiqueront contre nous, de facto, ce qu'il faut dorénavant qualifier d'actions subversives, parce que toutes visent et viseront un bouleversement et un renversement de l'ordre et des valeurs universelles. D'ailleurs, compte tenu de notre supériorité technologique dans les airs, l'espace et, sur et sous les mers notamment, ils ne pourront pas faire autrement. Ce que l'on appelle aujourd'hui disymétrie, ou encore conflit asymétrique n'est rien d'autre que le prix à payer de notre développement.

Ces actions, ou ces formes de guerre, se caractérisent par la combinaison d'actions psychologiques (ciblées en priorité sur les populations, celles des pays où nous intervenons comme sur les nôtres : objectifs et acteurs stratégiques des conflits du siècle nouveau) et d'actions de types et natures indirects (guérillas, terrorisme) appliquées dans l'ensemble des domaines de fonctionnement de nos sociétés, y compris et de plus en plus dans celui de nos réseaux informatiques.

Mais seront visées nos plus grandes fragilités, avec notamment comme nous l'avons précédemment indiqué l'assassinat de nos soldats et de nos ressortissants en grand nombre.

Cela signifie et ne nous y trompons pas, que des pertes massives pourraient être de quasi défaites politiques, à tout le moins un problème politique pour nos gouvernements contraints par la versatilité et la sensibilité des opinions publiques, d'autant plus que dans une grande majorité des interventions extérieures, aucun de nos intérêts vitaux n'est ou ne sera directement en jeu, en tout cas de façon clairement perceptible par notre population.

Le troisième enseignement bien que d'actualité en Irak est très ancien : il s'impose comme une vérité que nous ont léguée depuis plus d'un siècle les Maréchaux Lyautey et Gallieni, certes dans le contexte colonial de leur époque. Il s'agit, toutes choses égales d'ailleurs, de ce que nous Européens avons compris avant nos amis américains qui le découvrent aujourd'hui avec peine.

Nos armées ne sont plus les acteurs des victoires d'aujourd'hui. Elles en sont les indispensables facilitateurs, mais la paix, phénomène éminemment dynamique, ne peut être progressivement approchée et préservée que par la mise en œuvre des différents volets civils complémentaires (juridiques, économiques, financiers, constitutionnels, etc.) d'un plan global de **sortie durable** de crise. D'ailleurs les armées ne jouent efficacement ce rôle de facilitateur que sous réserve que leur action soit d'emblée conduite dans la perspective d'un

tel plan, et si possible d'emblée aussi aux ordres de l'autorité politique. **Bref, c'est désormais un truisme que de constater que quel que soit le type de nos interventions, la dimension politique l'emporte et l'emportera toujours sur l'approche strictement militaire.**

Au-delà de la très courte (parfois même absente) phase de bataille pour neutraliser une force armée organisée que j'appelle **intervention** et qui mettra en œuvre des forces puissantes et très interarmées, aptes à mener des actions de combat de « haute intensité » ou de dissuasion, s'étalera une phase plus ou moins longue de transition pouvant être qualifiée de **stabilisation**. Cette période où la situation demeurera la plupart du temps précaire et sujette à de brusques flambées de violences susceptibles de remettre en cause l'effet final attendu, précédera la phase de **normalisation** avec la reprise et le rétablissement progressif de la souveraineté du pays, **les forces de dissuasion et de prévention des troubles agissant, alors, en soutien des institutions internationales et locales civiles.**

C'est durant la seconde période, celle de la transition que sont et seront toujours réunies les causes et les sources des échecs pour le rétablissement de la paix. Ces causes et ces sources pouvant d'ailleurs être créées par l'impréparation ou les mauvais choix faits pour conduire l'intervention, là encore l'Irak est plein d'enseignements.

Autant la phase d'intervention sera « facile » à conduire, autant celle de la stabilisation sera difficile à mener à bien. Elle combine la nécessité de vaincre dans le cadre de combats violents et courts pour réduire les sursauts militaires et organisés d'un adversaire fugace avec le nécessaire contrôle de zone et des populations. Celle-ci est bien l'objectif, comme on l'a vu, des actions subversives que d'aucun appellent asymétriques. Elle nécessite la mise en œuvre, ou selon les domaines, l'appui à la mise en œuvre, de l'ensemble des volets civils complémentaires dont j'ai déjà parlé et qui sont les éléments éminemment politiques, seuls en mesure de garantir une sortie de crise dans de bonnes conditions. Il s'agit bien, de fait, de faciliter et d'emporter l'adhésion aux seuls projets et constructions politiques garants de la paix. Et là, encore ne nous y trompons pas, eu égard à l'insécurité qui caractérise cette phase, le rôle des forces sera encore majeur et leur autorité, même politique, restera très souhaitable.

A cet égard, **une dernière conséquence permettant de mieux cerner le modèle d'armée future** doit s'imposer avec force en rejetant une fois encore un concept séduisant mais dénoncé par les faits à chaque intervention, celui du « *first in, first out* ». Dérivé ou plutôt importé avec empressement des Etats-Unis, cette idée qui voudrait que nos opérations extérieures soient les plus courtes possibles ne résiste pas aux exemples de Chypre, de la Bosnie, du Kosovo, de la Côte d'Ivoire et bien sûr de l'Irak où l'on voit bien que la stabilisation qui est aussi celle des cœurs et des esprits nécessite le temps long qui est celui de l'histoire des hommes.

Et donc, contrairement, aux idées simples qui voudraient **à partir du tout technologique abolir tout recours aux soldats, on mesure combien leur nombre et leur importance restent des invariants fondamentaux.** Ce

devra être un des facteurs conduisant aux bons investissements lors des débats qui ne manqueront pas pour construire cette nouvelle armée, certes un parmi d'autres...

Enfin, le quatrième enseignement « modélisateur » pour notre armée future est celui qui dorénavant caractérise et caractérisera toujours plus nos engagements. Il s'agit de **l'imbrication et de l'interaction croissante existant entre les forces et les populations civiles**, qu'elles soient amies, neutres ou hostiles.

Ces nouvelles et exigeantes contraintes sont le résultat de l'accroissement des populations et de l'importance des flux migratoires qui entraînent **dans le monde entier une réelle explosion de l'urbanisation**. Ce constat se vérifie non seulement dans les pays industrialisés, mais également dans la majorité des pays en voie de développement. Cette urbanisation dans les nombreuses régions de crise potentielle crée des conditions favorables à l'implication volontaire ou involontaire de vastes groupes de civils non combattants dans des confrontations dans lesquelles nos forces sont et seront engagées.

Bref, on peut maintenant dire, avec un peu d'humour que l'armée « ne fera plus campagne mais la ville ».

Nous voici donc maintenant en mesure, en première analyse de **tirer un premier bilan pour juger du rôle et du concept des forces futures, et notamment terrestres. Faisons-le par le truchement des deux modes opératoires que sont les actions de coercition et de maîtrise de la violence** ; c'est-à-dire la manière générale d'opérer sur un théâtre d'opération pour atteindre les objectifs stratégiques ou/et politiques fixés. D'abord partant des définitions de ces deux modes, on doit observer leur parfaite complémentarité voir leur absolue « autonecessité ». En effet pour rétablir (et assurer) la sécurité sur un territoire, il convient en permanence d'être capable de contraindre un adversaire à renoncer à son action y compris en le détruisant si nécessaire. D'autre part depuis des siècles tout le monde sait que la maîtrise de la violence ne peut s'entendre qu'adossée à des forces puissantes de dissuasion et de prévention. Au total, ces deux modes ne s'opposent pas mais sont complémentaires (la Yougoslavie en fut une preuve cuisante pour l'armée de terre française ! Souvenons-nous des forces inertes et paralysées, des otages et des vexations de tous ordres...).

Ces deux modes constituent les deux pôles d'un continuum d'actions possibles avec passage aléatoire de l'un à l'autre ; par ailleurs ils sont indépendants de la notion d'intensité, basse ou haute, très à la mode à l'intérieur du périphérique parisien, beaucoup moins sur les théâtres où œuvrent nos soldats.

Donc balayons une fois pour tous ces poncifs qui voudraient opposer la guerre aux autres opérations, balayons ces pensées réductrices et simplistes qui voudraient juger de la légèreté ou de la lourdeur de nos équipements ; **oui** il faut du blindage pour nous protéger, **oui** il faut des armes lourdes et précises pour faire peur et détruire vite et bien quand il convient, **oui**, oh combien, il faut un système de commandement très performant et il faut du renseignement obtenu et bien traité par tous les capteurs possibles mais notamment humains, **non** nos

forces même en contrôle de foule n'ont rien à voir avec des gendarmes ; elles sont entraînées à être exposées aux tirs réels sortant de la foule et aux échanges des grenades offensives qui se chiffrent à plusieurs centaines ; ce n'est pas le cas, et c'est normal, de nos gendarmes, dont les effectifs sont justement mesurés pour assurer l'ordre à l'intérieur de notre pays² Et c'est bien parce que les objectifs des interventions militaires ont changé, qu'il ne s'agit plus de conquérir des terrains, des villes, que c'est désormais **d'une nouvelle approche de l'emploi de nos forces terrestres** qu'il s'agit. Au fond, c'est bien de la conquête du cœur des populations qu'il s'agit désormais.

On l'a vu, dorénavant, c'est la dimension politique qui l'emporte sur l'approche strictement militaire, le dernier conflit en Irak nous le souligne avec force. Nos opérations visent le plus souvent à assister ou à protéger une population ou des communautés menacées, fût-ce d'ailleurs par leur propre gouvernement. Outre l'imbrication étroite et permanente entre les troupes déployées sur le théâtre et les civils non combattants, les forces paramilitaires ou les factions armées représentent une menace souvent mal définie mais bien réelle.

Dans certaines circonstances les éléments hostiles se fondent dans la population locale, dans d'autres des communautés peuvent se lever contre nos troupes. Le renversement d'alliance entre factions, l'utilisation de civils non combattants par des adversaires résolus constituent également des éléments d'instabilité et de confusion.

Dans ces conditions, l'identification de l'ennemi sur le terrain demeure incertaine et l'emploi de la force peut aller à l'encontre des objectifs fixés. Les forces terrestres sont les seules capables d'un bon discernement. Elles sont donc dans l'obligation de ne frapper d'une manière irréversible que les acteurs directs et identifiés. De là découle cette **nouvelle approche dans l'emploi de la force** qui fait appel à l'ensemble du panel des modes opératoires, avec selon les circonstances et l'intelligence des situations, **trois nouveaux principes de l'emploi des forces, s'ajoutant aux principes de la guerre du Maréchal Foch :**

- celui de la **gradation des effets** qui correspond bien à la **concentration des efforts**, celui de la **préservation des hommes**, des richesses matérielles et culturelles, des infrastructures qui correspond à **l'économie des forces** et celui permanent de **la légitimité des actions** qui correspond bien aussi à celui de la **liberté d'action**.

C'est à ces conditions complexes, que seuls les soldats des forces terrestres peuvent prendre en compte avec toutes les nuances exigées, que l'usage politique de la force restera strictement adapté à la menace, dans le but de maintenir le plus bas niveau de violence possible et de préserver la légitimité perçue de l'action et donc de créer les vraies conditions de la paix.

C'est en effet tout ce qui peut permettre de réduire les risques de dommages irréversibles tout en conservant à la force l'intégralité de ses capacités, qui participe ainsi à la légitimité et à la crédibilité des actions nécessaires pour gagner

² Ceci ne s'oppose en rien à l'utilisation des forces de police, donc de gendarmerie aussi, à l'extérieur du pays lorsque les conditions et les besoins de police sont expressément réunis.

le combat de l'adhésion des populations. C'est le véritable gage d'une certaine liberté d'action pour le général, mais aussi la condition, absolument nécessaire, pour gagner les guerres du futur, c'est-à-dire d'établir la paix de façon durable.

Comment conclure cette approche difficile vers une armée du XXI^e siècle sans passer par l'Europe ? Surtout quand on sait que depuis décembre 2003 existe un concept stratégique de sécurité de l'Union européenne : « Une Europe sûre dans un monde meilleur », accompagné par la création d'une entité de 60 000 hommes et de plusieurs groupements de combat à 1 500 hommes.

Il apparaît, en effet, que l'analyse et l'interprétation de ce concept peuvent fournir en l'état le cadre général de cet essai de prospective, avec un complément précieux aux divers éléments déjà développés et qui demeurent modestes, incomplets et fragiles. Nous devons nous convaincre, sauf à être foncièrement pessimistes, que l'armée française du XXI^e siècle à construire évoluera très probablement au sein du concert européen. Il est donc pertinent d'en bien connaître la philosophie fondatrice pour tout ce qui est relatif à l'effort de défense et de sécurité.

En voici, **en guise de conclusion partielle pour une réflexion très inachevée, des éléments et un sentiment.**

ARTEMIS, CONCORDIA, bientôt le commandement de l'ISAF en Afghanistan confié à l'EUROCORPS, et la relève des unités de la SFOR en Bosnie à la fin de l'année 2004. La défense européenne existe et progresse. Elle est au service d'une stratégie de sécurité européenne qui a été rendue publique officiellement fin 2003.

La rédaction de ce **concept stratégique de l'Union européenne** ne fut certainement pas chose facile, en raison des divergences de fond qui existent entre les Européens sur la politique étrangère. Mettre tout le monde d'accord sur des intérêts stratégiques à défendre dans une Europe où, à partir du mois de mai 2004 pays occidentaux et pays de l'ex-bloc soviétique coexistent, où certains pays sont proatlantiques, tandis que d'autres possèdent la dissuasion nucléaire, n'est pas chose aisée. Pourtant, l'environnement de sécurité de l'Europe, c'est-à-dire les défis et les principales menaces, les objectifs stratégiques qu'elle s'assigne et les implications politiques pour l'Union Européenne ont été précisés.

Concernant les **défis et les principales menaces** auxquels l'Europe doit faire face, une affirmation forte est faite : sécurité interne et sécurité externe de l'UE sont intimement liées. Afin de les assurer, les pays européens doivent répondre aux défis mondiaux qui peuvent remettre en cause cette sécurité : la mondialisation, les guerres, la pauvreté, la maladie, et la concurrence pour les ressources naturelles comme l'eau ou le pétrole.

Cinq menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'Europe sont identifiées :

- le **terrorisme**, présenté comme « une menace stratégique croissante » pour l'Europe ;
- la **prolifération des armes de destruction massive** ;
- les **conflits régionaux** ;
- la **désintégration des Etats** et l'instabilité régionale ;
- la **criminalité organisée**, qui comporte une dimension extérieure.

Tous ces défis et ces menaces font partie de l'environnement de sécurité de l'Europe. Même si ces menaces sont focalisées sur l'Europe, on remarque une très grande proximité avec la vision stratégique américaine et le contenu de la *National Security Strategy* (2002). En effet, le document européen parle notamment d'un axe du bien (« l'Union européenne et les Etats-Unis peuvent constituer une formidable force au service du bien dans le monde », p.15), pendant de l'axe du mal de George W. Bush.

En cohérence avec ces menaces, le premier des objectifs stratégiques de l'UE est de pouvoir **faire face aux menaces** évoquées dans la première partie, avec tous les outils dont peut disposer l'UE, y compris des moyens militaires. Il s'agit pour l'Europe de ne pas se contenter d'assurer sa propre défense (« l'autodéfense »), mais aussi de pouvoir **intervenir à l'étranger**, là où se situe « la première ligne de défense de l'UE ».

Le deuxième objectif est de « construire la sécurité dans notre voisinage », comme dans les Balkans par exemple. C'est de « la consolidation de nos réalisations dans cette région que dépend la crédibilité de notre politique étrangère ». Aujourd'hui, l'Europe a pour objectif de **pouvoir intervenir de manière autonome dans son voisinage immédiat**.

Le règlement de la crise au Proche-Orient constitue l'autre priorité afin d'assurer la sécurité de l'Europe. Enfin, dernier objectif pour l'UE : défendre et développer le droit international et le multilatéralisme, cadre fondamental de l'ordre international. « La sécurité peut être renforcée par des mesures de confiance et la mise en place de systèmes de contrôle des armements, instruments qui peuvent également contribuer à la sécurité et à la stabilité dans notre voisinage et au-delà ».

C'est donc à partir de ces buts que se révèlent les implications politiques pour l'Europe, c'est-à-dire les points que l'UE doit développer et améliorer afin de satisfaire pleinement aux objectifs précédemment définis : développer les capacités militaires, améliorer la coopération avec les partenaires et développer une politique cohérente.

L'UE doit être « **plus active** » en matière de gestion de crise et de prévention des conflits. Cela concerne notamment les domaines politique, militaire, et commercial. « L'UE doit être capable d'agir avant que la situation dans les pays autour de nous ne se détériore, lorsque des signes de prolifération sont détectés, et avant que des situations d'urgence humanitaire ne surviennent ». Pour cela, l'UE n'écarte pas la possibilité d'engager des **actions préventives**, afin de faire face aux menaces décrites plus haut et « d'éviter des problèmes plus graves dans le futur ». L'action militaire préventive n'est donc pas inconcevable dans ce cadre.

C'est à cette fin que l'UE doit **développer ses capacités militaires** opérationnelles, avec plus de ressources disponibles et une meilleure utilisation de celles-ci.

La **coopération** avec les partenaires doit être privilégiée, et notamment le partenariat atlantique, qui est jugé irremplaçable.

Enfin, l'UE doit améliorer la cohérence de sa politique...

Le concept stratégique européen met de nouveau en avant le multilatéralisme, présenté comme le principal objectif de l'UE, permettant d'arriver à un monde plus équitable, plus sûr et plus uni.

Voilà donc, après les divergences qui ont opposé certains pays européens avec les Etats-Unis au sujet de l'intervention en Irak, un document de stratégie européenne qui rappelle la primauté du partenariat stratégique américano-européen, illustré par :

- une vision stratégique commune,
- des menaces et des intérêts déclarés identiques,
- et une coopération réaffirmée entre les deux continents.

Au total, le but d'une capacité militaire européenne est de contribuer aux opérations de maintien de la paix, mais aussi d'interposition et de pacification (les missions de Petersberg étendues de facto). Aujourd'hui, l'UE affirme dans son concept stratégique vouloir conserver la possibilité de mener des « engagements préventifs », y compris militaires. Toutefois, à la lecture du document de M. Solana, on ignore encore à ce jour (et c'est bien normal) dans quel cadre, unilatéral ou multilatéral.

En tout cas, l'Union européenne a enfin sa propre vision stratégique. Même si ce concept stratégique est un document prudent et consensuel, ce qui en limite les intentions et la portée, même si la défense européenne est loin d'être autonome, dépendante toujours du partenariat nord-américain, elle devient de plus en plus concrète chaque jour, grâce notamment à la volonté de certains pays « locomotives » comme la France, l'Allemagne, et même le Royaume-Uni. D'autant plus que face aux menaces actuelles, l'Europe a pris conscience qu'elle « ne peut plus désormais se considérer comme étant en dehors du champ de bataille³ ».

Voilà pourquoi l'armée française du XXI^e siècle à construire sera inéluctablement un des moyens majeurs de la sécurité et de la défense européennes, ce qui confirme la nécessité pour nous d'une nouvelle approche de l'emploi des forces armées et donc des forces terrestres, acteur à part entière dans les opérations actuelles et futures. Ces opérations sont et resteront complexes et souvent longues puisqu'elles ont bien pour objectif, non pas simplement de « gagner la guerre », mais d'établir la paix de façon durable, ce que n'obtiendront jamais seuls, les bombardements, les frappes chirurgicales ou les actions de va-et-vient à partir de la mer. Nos forces devront donc y être préparées et adaptées, pour permettre à notre pays et à l'Europe de faire face aux menaces de ce 21^e siècle, sans pour autant abandonner ce qui a toujours fait le génie propre de la France et de son armée, au profit de modèles importés et souvent incompatibles avec nos moyens, notre vision du monde et des rapports entre les pays et les hommes.

³ Daniel VERNET, Le Monde, 13 mars 2004.